

Je demande au ministre de s'assurer que les objectifs qu'il va annoncer demain seront réalisables en fournissant à nos consulats dans le monde entier les ressources financières et humaines voulues.

* * *

LE TOURISME

ON PRÉCONISE UNE CAMPAGNE DE PROMOTION DES ATTRAITS DES GRANDS LACS

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, comme le révélait le rapport d'une étude sur le tourisme publié plus tôt cette année, le Canada possède une grande variété d'attrait touristiques. Ma circonscription de Sarnia—Lambton qui se trouve sur les rives des Grands Lacs a de nombreux attrait et des activités variées à offrir aux visiteurs. La région des Grands Lacs est l'une des plus belles du pays et l'on devrait proclamer partout que c'est un magnifique endroit pour y passer ses vacances. Que ce soit pour une fin de semaine, pour un mois ou pour toute une vie, nous avons des attractions qui ne trouvent leur équivalent nulle part ailleurs au Canada ou aux États-Unis.

Je demande au ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme (M. Valcourt) d'étudier, au nom du gouvernement du Canada, la possibilité de lancer, en collaboration avec les autorités des États américains de la région des Grands Lacs, une campagne conjointe de promotion touristique.

Que le ministre sache que je suivrai de très près le cheminement de cette suggestion. Elle pourrait fort bien donner lieu à la reprise des croisières sur les Grands Lacs et les rivières entre Sarnia, Bay City, Windsor et Port Stanley.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

ON DEMANDE LA CESSATION DE VOLS À BASSE ALTITUDE—LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, le premier rapport du comité permanent de l'environnement et des forêts renfermait, à la page 16, la recommandation suivante:

Que le ministre de la Défense nationale fasse cesser immédiatement les vols militaires à basse altitude au-dessus de la Côte Nord et du Labrador, et qu'il évalue dans les plus brefs délais les effets de ces vols sur l'environnement de ces régions.

Le comité se composait de 24 députés, 20 conservateurs, 2 libéraux et 2 néo-démocrates. Le ministre de la Défense nationale (M. Beatty), qui n'a pas donné suite à cette recommandation dans les 120 jours suivant le dépôt du rapport, refuse maintenant publiquement de la suivre.

Le renvoi au Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales ne donnera pas grand-chose. En effet, l'organisme n'a pour seul mandat que d'étudier les façons d'atténuer

Article 21 du Règlement

les conséquences des vols à basse altitude et non, si ces dernières sont inacceptables, d'ordonner la cessation de ces vols.

Les mesures que le ministre de la Défense nationale a prises jusqu'ici témoignent d'un certain mépris à l'égard du comité permanent et, en particulier, envers les trois députés terre-neuviens qui ont pris part à cette étude exhaustive. Que fait-on des droits des Inuit? N'ont-ils pas voix au chapitre?

* * *

TÉLÉSAT CANADA

LE CONTRAT OCTROYÉ POUR LA CONSTRUCTION DE SATELLITES DE NOUVELLE GÉNÉRATION

M. Bill Tupper (Nepean—Carleton): Monsieur le Président, Télésat Canada, qui est détenue à 50 p. 100 par le gouvernement fédéral, vient de signer un contrat avec *Spar Aerospace* pour construire les deux satellites double bande les plus puissants jamais mis en service en Amérique du Nord. Télésat paiera 180,5 millions pour ces satellites de nouvelle génération qui seront appelés Anik-E1 et Anik-E2.

Le gouvernement a aidé Spar à mettre au point ces deux satellites, à la fois polyvalents et fiables, en lui versant, au mois d'août, un subvention de 53 millions. La construction de ces satellites devrait être terminée en 1989 et le lancement aurait lieu en 1990. Cette génération de satellites est à la fine pointe de la technologie actuelle et elle sera encore commercialisable sur les marchés internationaux au siècle prochain.

Le contrat garantit également que Télésat Canada pourra répondre aux besoins des diffuseurs canadiens et autres utilisateurs de télécommunications, en matière de transmission de données, de sons ou d'images, à des prix très raisonnables.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DE L'UPA

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ce matin, nous avons eu l'honneur et le privilège de rencontrer les représentants des agriculteurs du Québec, l'UPA. Ces gens se sont déclarés clairement contre l'attitude du gouvernement conservateur de continuer à négocier dans le domaine du libre-échange.

Des voix: Oh! Oh!

M. Malépart: Monsieur le Président, on entend les députés conservateurs aboyer et j'ose espérer qu'ils vont appuyer les représentants de l'UPA pour demander au gouvernement conservateur de retirer l'agriculture. Deuxièmement, monsieur le Président...